

Brochure n° 3051

Convention collective nationale

**IDCC : 567. – BIJOUTERIE, JOAILLERIE, ORFÈVRE
ET ACTIVITÉS QUI S'Y RATTACHENT**

AVENANT DU 22 OCTOBRE 2014

PORTANT RÉVISION DE PLUSIEURS DISPOSITIONS
DE LA CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE

NOR : ASET1550140M
IDCC : 567

Comme suite à l'extension de l'avenant du 31 janvier 2014, il a été décidé de conclure le présent avenant portant révision de plusieurs dispositions de la convention collective nationale de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie afin de tenir compte de la réserve formulée, de l'évolution de la jurisprudence sur les forfaits et de rectifier les erreurs matérielles.

MODIFICATIONS

Article 1^{er}

Les termes « travaillent normalement » figurant au premier alinéa de la partie « Travaux aux pièces ou au rendement » du II de l'article 40 sont supprimés.

Article 2

Au dernier alinéa précédant l'article 56, les mots « article 2 » sont remplacés par les mots « article 57 ».

Article 3

La phrase : « L'inspecteur du travail est informé du dépassement du contingent d'heures supplémentaires » figurant au troisième alinéa de l'article 56 est supprimée.

Article 4

Au sixième alinéa de l'article 60, les mots « mentionnées à l'article 5 » sont remplacés par les mots « mentionnées à l'article 62 ».

Article 5

A la première phrase de l'article 68.6, les mots « à l'issue de la période de décompte » sont supprimés.

Article 6

Au troisième alinéa de l'article 71, les mots « à la position A1 » sont remplacés par les mots « à l'échelon 1 du niveau V ».

Article 7

L'article 72 est modifié comme suit :

- au troisième alinéa, les mots « à la position A1 » sont remplacés par les mots « à l'échelon 1 du niveau V » ;
- au dixième alinéa, les mots « sauf dérogations dans les conditions légales » sont remplacés par les mots « sans préjudice de l'application éventuelle des dérogations prévues aux articles D. 3131-1 à D. 3131-7 du code du travail et à l'article L. 3132-4 du code du travail » ;
- au dix-huitième alinéa, les mots « au salarié de modifier » sont remplacés par les mots « au salarié de modifier, à la demande de l'employeur » ;
- au vingtième alinéa, après les mots à la fin « à la direction » sont ajoutés les mots « par le supérieur hiérarchique du salarié ».

Fait à Paris, le 22 octobre 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

FFBJOC ;
FNAMAC.

Syndicats de salariés :

FM CFE-CGC ;
FGMM CFDT ;
FCM FO ;
CFTC métallurgie ;
FTM CGT.